

AMÉNAGEMENT « RATIONNEL » DES PARCOURS EN IRAN

Je voudrais montrer sur un cas concret l'intérêt de l'utilisation d'une nouvelle approche pour l'aménagement et la gestion des parcours en Iran. Une approche basée sur l'emploi de ce que l'on appelle maintenant le mode de pensée systémique, à la fois plus globale et prenant en compte la dimension sociologique des problèmes.

Je propose de partir d'un exemple pris au loin car la réflexion que je cherche à susciter implique un recul par rapport à notre pratique habituelle, et il me semble que la distance géographique favorise les processus de distanciation psychologiques. Par ailleurs, l'Iran offre un intérêt pédagogique certain : c'est un pays de contrastes, et des processus qui existent aussi chez nous, mais atténués, plus complexes et plus camouflés, jouent là-bas de façon brutale et presque caricaturale. L'intérêt d'une vision globale est renforcé dans une telle situation pour détecter et, si possible, remédier à l'incohérence qui peut exister entre les objectifs que l'on pense ou souhaite poursuivre et la pratique professionnelle d'aménagement. Mais, simultanément, le cloisonnement très poussé de l'information rend en Iran l'accès à une telle vision beaucoup plus difficile que dans notre pays par exemple.

Il serait bon de commencer par présenter l'Iran ; bien qu'en ce moment ce pays soit un sujet d'actualité et donc un peu mieux connu en France. Un pays grand comme trois fois la France, peuplé de 30 millions d'iraniens, à 5 000 km d'ici. Un pays au climat relativement aride, ce qui explique la faible densité de population. Si l'on répartissait uniformément sur tout le pays l'ensemble des précipitations, cela ferait 200 mm. En fait, il ne pleut pratiquement jamais dans les grands déserts (dacht-é-Kavir, dacht-é-Lout), il tombe 200 à 500 mm sur les hauts plateaux qui couvrent la plus grande partie du pays et on arrive à 1 000 mm dans la partie la plus humide de l'étroite plaine Caspienne dans le nord du pays, entre les montagnes de l'Alborz et la mer Caspienne. Ces hauts plateaux constituent le paysage le plus caractéristique de l'Iran et sont le cadre de vie de la majorité des éleveurs. Paysages souvent austères, caractérisés par la prédominance des lignes droites : longues pentes régulières des montagnes (ce que les géomorphologues appellent des "versants réglés"), comme des glacis et des plaines. Une végétation steppique rarement bien dense donne un paysage assez minéral, au grand plaisir des géologues. Ces teintes fauves dominant. Ce paysage âpre est égayé par quelques taches de verdure à proximité d'un cours d'eau ou d'un

village. D'ailleurs, à distance, ce sont surtout les masses plus sombres des vergers et des peupleraies qui permettent de deviner la présence d'un village, d'autant plus que les murs en torchis ne tranchent guère sur la couleur du sol.

Mais venons-en aux parcours. Ceux-ci sont utilisés par des éleveurs sédentaires ou nomades, mais je ne parlerai pas de ces derniers, ce serait trop long. Moutons et chèvres constituent la base du cheptel qui valorise les parcours pendant la belle saison. Sur la plus grande partie des hauts plateaux, l'hiver est très froid et les troupeaux des éleveurs sédentaires restent alors au village.

D'un point de vue écologique, la situation des parcours peut se caractériser par une dégradation assez généralisée de la végétation. Cette dégradation est mise en évidence par des études comparatives portant sur des zones protégées depuis un temps donné (parcs nationaux, enclos, zones inaccessibles, etc...), et des zones non protégées. Une étude fine de la structure de la couverture végétale peut aussi fournir des indications sur l'intensité de cette dégradation en un endroit. La dégradation se traduit à la fois sur le plan quantitatif par une diminution de la biomasse et du couvert et sur le plan qualitatif par la disparition d'espèces fourragères ou combustibles et par le développement à leur place d'espèces épineuses, toxiques ou annuelles.

Les principales causes immédiates de cette évolution sont assez faciles à constater sur le terrain et figurent dans tous les rapports sur les parcours iraniens.

Il s'agit d'abord de l'extension de la culture en sec de céréales, surtout orge et blé. Cette extension est un phénomène qui s'observe dans la plupart des régions de l'Iran, même là où le résultat de la culture est assez aléatoire compte tenu de la moyenne des précipitations annuelle. Lorsque l'année n'a pas été assez pluvieuse, le paysan peut souvent renoncer à la récolte et ouvrir au pacage le champ avec la céréale en vert. En fonction de déterminants à la fois climatiques et économiques, la fréquence des mises en culture varie d'un endroit à l'autre. Dans certaines situations, l'extension conduit à la mise en place d'une rotation régulière alternant, par exemple, culture et jachère. Ailleurs, la mise en culture sera un phénomène épisodique et aléatoire fonction de facteurs variés. Entre deux labours, les espèces rudérales envahissent le terrain qui redevient parcours et nous observons une évolution de la végétation vers un certain "climax", évolution d'autant plus lente que les conditions sont plus difficiles.

Une autre cause importante est constituée par une pression pastorale dépassant la capacité des parcours, encore que cette notion de capacité soit à manier avec beaucoup de précautions dans un pays dans lequel les fluctuations climatiques saisonnières et interannuelles sont très fortes. Il s'agit autant d'un problème d'effectifs que de modalités du parcours, le démarrage trop précoce du pâturage au printemps jouant un rôle important dans la dégradation de la couverture végétale.

Enfin, le ramassage des végétaux ligneux pour

servir de combustible ou de fourrage d'appoint joue également un rôle.

A partir de là on peut poursuivre l'analyse de deux façons différentes.

L'approche classique (car la plus répandue) consiste d'abord à mettre en évidence l'importance des enjeux d'ordre national que cette évolution compromet. La dégradation des parcours conduit en effet à une accélération de l'érosion par l'eau dans les régions les plus humides et à une reprise de l'érosion éolienne dans les régions plus sèches. Cette érosion compromet en particulier l'existence des barrages réservoirs qui s'ensavent. D'une façon plus générale, elle conduit à une dégradation du régime des cours d'eau et des nappes souterraines. Elle se traduit dans les régions sèches par des processus de désertification souvent irréversibles. Mais cette dégradation atteint aussi le capital qui produit les unités fourragères, alors que le déficit en viande de l'Iran ne cesse de croître. Compte tenu de la gravité de ces inconvénients, une action de l'administration est non seulement légitime mais s'impose de façon urgente.

Que faire ? Dans cette approche traditionnelle, avant de proposer des interventions, l'Ingénieur analyse d'autres relations de causalité pour expliquer des phénomènes tels qu'une extension excessive des cultures en sec ou une trop forte pression pastorale. Il met en évidence le rôle joué par la croissance démographique en tant que facteur d'augmentation des besoins à satisfaire, donc agissant sur la pression sur les ressources. Il souligne le rôle que joue sur la même augmentation des besoins de la population rurale l'élévation "générale" du niveau de vie des dernières décennies. Enfin, il met en cause l'incapacité des éleveurs ou des paysans d'adopter des méthodes de travail modernes et prenant en compte le long terme.

Du fait de cette analyse, les interventions proposées se situent d'abord sur le plan éducatif : il s'agit d'apprendre une bonne gestion des ressources naturelles aux paysans. Mais une telle action est trop lente face à l'urgence du problème, et l'administration se voit "obligée" de prendre également des mesures répressives dans les zones les plus menacées, par exemple en créant des périmètres de mise en défens ou des parcs nationaux.

Mais l'intervention la plus importante concerne l'aménagement des parcours, et elle nécessite une analyse plus détaillée. La destruction du pouvoir politique et militaire des nomades par Reza Chah, puis la perte de tout pouvoir qui soit autonome par rapport à l'administration par les propriétaires de villages lors de la réforme agraire et enfin la nationalisation de l'ensemble des parcours dans le cadre de la "révolution blanche" ont créé les conditions permettant d'envisager la réalisation d'aménagements.

Après la nationalisation des parcours, un service chargé de gérer les parcours a progressivement été mis en place. Ce service des parcours, formé aux méthodes du "range management" a d'abord été tenté de réglementer l'usage des parcours, puis est passé en 1976 à une politique d'aménagement

plus dynamique. Il s'agit d'une politique "contractuelle". Dans une zone donnée, le service des parcours délimite une zone d'intervention prioritaire et évalue l'intérêt et le coût des études nécessaires pour la mise en place d'un aménagement rationnel. Le service prend ensuite contact avec les éleveurs locaux utilisant ces parcours et leur demande un accord de principe portant sur la réalisation de l'aménagement qui prévoit aussi bien des règles de gestion du parcours (effectifs, dates de parcours, zones mises en défens, etc...), que des travaux d'équipement (accès, points d'eau, clôtures, introductions d'espèces fourragères, etc...). L'administration prévoit de prendre à sa charge une grande partie des frais en contrepartie d'une participation financière des éleveurs aux études et travaux et, surtout, de leur engagement de respecter la réglementation élaborée. Cet accord conduit à un contrat passé entre l'administration et les éleveurs et prévoyant les devoirs et les droits de chacune des deux parties. Avant de passer aux études, le service des parcours demande aux éleveurs de concrétiser leur accord de principe préalable par une participation financière aux études, sur la base de 50 rials (3,50 F) l'hectare.

Bilan ? Dès la première année, les surfaces aménagées sont relativement importantes et le jeune et dynamique service des parcours est assez satisfait. Une analyse plus fine des résultats, à l'occasion d'une enquête sur le mouton par Jean BOURLIAUD (I.N.R.A.) à laquelle je participe montre une chose curieuse : en fait, les contrats sont toujours passés non avec les éleveurs locaux mais avec des personnes extérieures aux villages concernés. L'administration nous explique que les éleveurs locaux contactés ont été réticents et ont refusé de s'engager. Mais on ne peut plus tolérer le gaspillage d'un patrimoine national du simple fait de mentalités attardées, de paysans qui ne sont pas conscients de leurs propres intérêts et qui n'attachent aucun prix au bien public ! L'intérêt général commande dans une telle situation de rechercher d'autres partenaires qui acceptent de jouer le jeu ! De toute façon, les parcours sont la propriété de l'Etat. Pas entièrement d'ailleurs : la loi sur la nationalisation a prévu que le village conserve la propriété des parcours dont la surface est déterminée en fonction de la surface cultivée (deux fois celle-ci), de quoi faire paître les quelques moutons nécessaires pour la consommation familiale. Car les surfaces cultivées sont en général réduites et, du fait du climat, un mouton doit parcourir beaucoup d'hectares pour trouver son compte d'unités fourragères. L'aménagement ne concerne "que" le surplus. L'administration n'a jamais rencontré de difficultés pour trouver des partenaires dynamiques acceptant de jouer le jeu, prêts à payer ces 50 rials à l'hectare avant toute étude et à s'engager au respect du contrat. Mises à part certaines régions où il a fallu mettre en attente la réalisation des aménagements à la suite de résistances locales, en attendant que la situation soit plus mûre. Grâce aux avantages offerts par une telle procédure, une personne comme M. YAZDANI s'est trouvée propriétaire au bout de quelque temps d'un cheptel estimé à 5 millions de moutons. M. YAZDANI est une personne

très dynamique et sérieuse, qui de plus a un excellent réseau de relations : sur quel motif refuser sa candidature lorsque le service des parcours recherche un gestionnaire pour remplacer les éleveurs locaux défaillants ?

Bref, au nom du développement de l'Iran l'administration dépossède de leur gagne pain des éleveurs qui font partie des catégories sociales les plus défavorisées au profit d'un groupe social dont le moins que l'on puisse dire est que dans l'ensemble ses besoins de base sont relativement bien satisfaits. Les éleveurs peuvent toujours vendre leur troupeau et partir en ville, où les attend le sous-emploi car l'industrie moderne n'a pas besoin d'autant de bras. Il me semble dénoter une certaine incohérence entre une pratique professionnelle -celle des aménageurs des parcours- et les objectifs proclamés, que ce soient ceux de l'administration, c'est à dire le développement du pays ou ceux des Ingénieurs du service en question à titre personnel, car pour la plupart ils sont motivés et pleins de bonne volonté.

La dynamique rapidement décrite est par ailleurs confortée par les rapports des experts occidentaux qui confirment dans ses grandes lignes l'analyse de la situation (quand ils n'en sont pas à l'origine) ainsi que la validité (sous réserve d'améliorations diverses) des interventions nécessaires pour remédier aux inconvénients.

A ce stade, on peut se demander dans quelle mesure une autre analyse de la situation est possible. Avec quels outils ? Et surtout, quel pourrait être l'intérêt réel d'une telle analyse ? Compte tenu des contraintes qui limitent la liberté d'action de l'Ingénieur iranien ou de l'expert étranger, une autre pratique professionnelle est-elle envisageable de façon tant soit peu réaliste ?

L'autre approche que je préconise car elle me paraît plus performante utilise le mode de pensée systémique et, par ailleurs, prend en compte la dimension sociologique du problème de façon plus satisfaisante, à mon avis.

Cela implique dans un premier temps un recul de l'aménageur par rapport à son propre milieu social, non pour le renier mais pour le relativiser. C'est de loin le pas le plus difficile. Une éducation familiale puis scolaire et universitaire réussit à interioriser ce que BOURDIEU appelle "l'arbitraire culturel" d'un groupe social, et maintenant il faudrait prendre du recul. Certitude quant à la suprématie de sa rationalité, et de son système de valeurs sur celles qui existent en milieu rural. Certitude quant à sa place légitime dans la hiérarchie sociale, place conquise après une compétition sévère concrétisée par un diplôme, et ne pouvant que confirmer une valeur personnelle supérieure à celle des subordonnés et aménagés. Certitude quant à sa mission. Cet Ingénieur bardé de certitudes et de convictions d'autant plus solides qu'inculquées de façon incertaine ne peut que porter un regard scientifique et objectif sur les populations rurales. L'arbitraire culturel inculqué peut favoriser aussi bien une vision plutôt négative de ce milieu qu'une certaine idéalisation, et il est relativement facile de passer de l'une à l'autre. Il est plus

difficile de maîtriser un mode de connaissance du milieu humain qui soit compatible avec une attitude fondamentale de respect de la personne : une connaissance obtenue en privilégiant le dialogue comme outil, de façon à établir de façon contradictoire celles des "propriétés" des personnes concernées qui ne sont pas apparentes, c'est-à-dire en fait les plus importantes. Seul l'Ingénieur qui a perdu ses certitudes perçoit le côté très subjectif de sa vision du milieu rural, comprend la nécessité d'un dialogue réel et crée les conditions qui lui sont nécessaires en devenant capable d'accepter sans juger celui qui est différent et en cessant d'exercer une violence symbolique. Il cesse de parler de facteurs ou de contraintes humaines. Il est alors prêt pour prendre en compte la dimension sociologique d'un problème autrement qu'en privilégiant comme propriétés explicatives celles qui sont les plus apparentes ou en se basant sur des propriétés résultant de l'interprétation de la réalité à travers l'arbitraire culturel auquel il adhère.

A ce stade, l'analyse de la réalité en termes de système devient possible et intéressante. Il semble d'ailleurs préférable de mener simultanément l'analyse des écosystèmes et celle du système du milieu humain car les inférences sont nombreuses. Les "propriétés" apparentes ou établies de façon contradictoire avec les intéressés permettent de construire des structures sociales. Il devient possible de définir des systèmes sociaux et d'étudier leurs cohérences et leurs dynamiques. La prise en compte des interactions entre divers éléments d'un système et de relations de causalité complexes permet une meilleure schématisation de la réalité que celle obtenue avec le mode de pensée traditionnel qui privilégie les relations de causalité linéaires. On peut, par exemple, définir en Iran un système "traditionnel" comportant en particulier un arbitraire culturel qui permet sa reproduction, avec une rationalité, des attitudes fondamentales, un système de valeurs etc... Ce système se caractérise également par les entraves plus ou moins importantes mises à la compétition individuelle, la nature des cloisonnements, la vitesse de diffusion des innovations, la capacité de réagir face à des modifications externes etc... Ces liaisons entre ces éléments sont importants, le système a une certaine cohérence.

A un certain moment, nous observons, en Iran, l'émergence d'un système social moderne ayant des caractéristiques très différentes et d'autres cohérences internes ou externes, puisque ce système est très lié aux pays occidentaux. Comme tout système, il a une dynamique non seulement de reproduction mais aussi d'expansion. Il diffuse comme objectif et rationnel l'arbitraire culturel qui facilite cette dynamique et qui est assez semblable à celui auquel adhèrent les experts occidentaux. Dans son expansion, le système moderne perturbe le système traditionnel qui réagit comme il peut aux agressions externes.

Ces réactions, qui peuvent se concrétiser dans une pression excessive sur les ressources naturelles et leur dégradation ou dans des attitudes de rejet face aux projets de l'Ingénieur, sont perçues comme aberrantes en l'absence

d'une vision globale obtenue en prenant le recul nécessaire et en acceptant de relativiser son système de références et ses normes de jugement.

La mise en évidence de l'intérêt concret que présente l'adoption d'une telle approche pour l'Ingénieur pose un problème méthodologique. En effet, cet intérêt est difficilement perceptible par l'Ingénieur qui adhère à l'arbitraire culturel qui lui a été inculqué et n'est familiarisé ni avec les outils d'analyse sociologique ni avec le mode de pensée systémique. Cet Ingénieur est d'autant plus difficile à convaincre qu'il a appris à rejeter comme intellectuelisme plus ou moins fumeux sinon subversif toute réflexion qui se situe à un niveau d'abstraction qui dépasse celui auquel il est habitué. Mal à l'aise il refuse la discussion à ce niveau d'abstraction, au lieu de faire l'effort intellectuel nécessaire, ce qui se traduit par la fréquence des questions telles "concrètement, dans la pratique, qu'est ce que cela signifie..." ? Ce qui n'empêche pas ce même Ingénieur de juger primaires et simplistes des réflexions situées à un niveau d'abstraction inférieur au sien et d'exploiter de telles situations pour imposer son point de vue en exploitant sa supériorité intellectuelle pour imposer sa légitimité.

L'Ingénieur ou l'expert prend souvent prétexte de la lourdeur des contraintes politiques en Iran pour nier à priori l'intérêt de l'utilisation d'une autre approche : de toute façon, on ne pourrait rien changer à la pratique. Ce raisonnement est fréquent chez les aménageurs motivés, animés par un humanisme idéaliste. Il est cohérent avec un mode de pensée qui privilégie la logique d'exclusion et dénigre la recherche du compromis perçu comme compromission. L'aptitude au dialogue réel non seulement avec les paysans mais avec tous les groupes sociaux implique l'abandon d'une certaine rigidité et d'attitudes dénonciatrices et moralisantes. Cet abandon va de pair avec l'acquisition de la capacité de distanciation par rapport aux normes de son propre groupe social. Une fois cette évolution achevée, le problème de la marge de manoeuvre utilisable se pose dans des termes très différents et l'Ingénieur découvre de multiples possibilités d'améliorer la cohérence entre d'un côté sa pratique professionnelle et d'autre part ses intérêts réels ou symboliques ou les objectifs généraux qui lui sont fixés et qui sont souvent acceptables.